



Lettre ouverte aux élus municipaux engagés dans la mise en œuvre du Pacte

Madame la Conseillère municipale,
Monsieur le Conseiller municipal,

Permettez-nous tout d'abord de vous féliciter pour votre élection et de vous assurer de notre engagement dans la mise en œuvre concrète des mesures auxquelles vous avez souscrit pour la transition citoyenne, écologique et solidaire de votre commune au sein de la Métropole de Lille (MEL). Nous nous voyons cependant tenus de souligner l'extrême gravité du contexte dans lequel s'ouvre votre mandat.

Le premier défi est celui de la défiance citoyenne. Alors qu'elles sont habituellement bien suivies par la population, les élections municipales de 2020 ont été marquées par un effondrement de la participation. A ce niveau d'abstention, aucune formation politique n'a convaincu une majorité d'électeurs : ni la droite, ni la gauche, ni l'écologie politique. Les manifestations des Gilets jaunes, les marcheurs pour le climat, les lycéens criant leur colère et leur angoisse aux responsables qui ne se préoccupent pas de leur laisser un monde viable ont laissé place à la désertion des urnes. Votre mandat commence par une crise de légitimité à laquelle des réponses originales devront être trouvées.

Le second défi est sanitaire. Contrairement à ce qui est répété par les responsables politiques nationaux, la crise du covid et la détresse sociale qui s'annonce sont bien la conséquence de la faillite de l'État dans sa mission de protection de la population. Le risque infectieux n'est pas le seul en cause, comme le montrera l'avis du Conseil d'État ce vendredi matin, car l'État se montre tout aussi défaillant pour ses obligations et ses engagements internationaux en matière de pollution de l'air (entre 48 000 et 67 000 morts par an, entre 1 700 et 2 500 morts par an dans la Métropole), tout aussi défaillant pour sa propre stratégie bas-carbone et ses engagements à la COP de Paris en 2015 (alors qu'il devait en être le garant). Ces faillites répétées contribuent à un dérèglement du climat et des écosystèmes qui menace maintenant toute forme de vie évoluée sur Terre, et l'état d'urgence qui a mis à mal nos libertés et sous lequel nous vivons encore ne contribue en rien à rejoindre une trajectoire viable. La défiance de la population envers les institutions apparaît donc malheureusement fondée.

Le troisième défi est écologique. Les politiques publiques désastreuses conduites ces dernières décennies laissent aux jeunes générations la perspective d'un naufrage collectif dans une Terre-étuve invivable, et pourtant ces politiques sont reconduites au niveau national au premier retrait de la vague épidémique.

Heureusement, les décisions qui engagent l'avenir se prennent dans leur majorité dans nos territoires, nos communes, nos intercommunalités. Elles sont donc largement entre vos mains. C'est à cette échelle que nous devons stopper tout projet mettant en péril les équilibres écosystémiques, renoncer aux infrastructures qui nous enchaînent dans des comportements mortifères pour des décennies, et inventer très vite de nouvelles valeurs, de nouvelles raisons d'agir, de nouvelles formes de production, de nouveaux rapports sociaux pour préserver les chances d'une vie digne pour tous les êtres vivants, humains et non-humains, qui partagent notre monde. C'est le projet du Pacte pour la transition écologique et solidaire, qu'il s'agit désormais de mettre en œuvre en impliquant fortement les citoyens, comme jamais auparavant. Des décisions essentielles doivent être prises dans ce sens dans les mois qui viennent.

En tant que mouvement citoyen enraciné dans la Métropole lilloise, nous appelons à un effort d'imagination et d'innovation sans précédent pour rénover la pratique politique et retrouver la confiance perdue. Il s'agira d'abord de renouveler les formes de la démocratie locale pour instaurer une participation citoyenne à la prise de décision publique et entreprendre ainsi des politiques coconstruites avec les principaux intéressés. Sous réserve des formes concrètes que pourrait prendre cette démocratie locale (démocratie directe, conférences de citoyens, etc.), nous demandons qu'une première mesure soit décidée par votre conseil municipal, celui de **prévoir un représentant citoyen pour chaque commission municipale**, en commençant par les plus structurantes (telles que la commission des finances par exemple). Cette première mesure doit être comprise comme le signe d'un changement de pratique des élus et comme une invitation à un renouvellement plus vaste à concevoir avec les habitants, les représentants associatifs locaux, les concitoyens engagés dans ce Pacte et l'ensemble des parties prenantes de la commune. Notre premier engagement auprès de vous est de faciliter cette dynamique, voire d'y contribuer.

Cette demande est particulièrement adressée à ceux qui vont être élus à la MEL pour que ce fonctionnement soit également celui des commissions de la MEL.

Il reste bien sûr à traduire vos engagements de campagne dans la rédaction d'une convention de mise en œuvre du Pacte avec un collectif communal ou une association locale. Les premiers rendez-vous doivent être pris dans ce sens avec les collectifs citoyens de votre commune, idéalement à la suite des vacances estivales. Le Collectif Pacte pour la transition de la Métropole se tient à votre disposition, notamment pour faciliter la circulation des idées entre communes (publication des initiatives sur ce site à la page de la commune, diffusion, organisation d'événements, etc.) et plus généralement pour que les engagements des uns soient une chance et un appui au désir d'engagement des autres pour la justice sociale, la justice climatique et le renouvellement de nos pratiques démocratiques.

Jeudi 2 juillet 2020,

La Coordination du Collectif Pacte pour la Métropole

www.pacte-mel.eu

contact@pacte-mel.eu